

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

ACCORD DU 23 DÉCEMBRE 2013
RELATIF À LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
DANS LES ENTREPRISES AGRICOLES
(MARTINIQUE)

NOR : ASET1450255M

Vu la loi du 29 décembre 1972 généralisant la retraite complémentaire ;
Vu le protocole d'accord du 3 octobre 2013 relatif à la mise en place de la retraite complémentaire dans les entreprises agricoles de la Martinique ;
Vu l'avenant du 29 octobre 2013 au protocole précité,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

L'objet du présent accord est de :

- rendre obligatoire l'application des dispositions de l'accord du 8 décembre 1961 dans les entreprises agricoles de Martinique ;
- fixer les modalités de mise en œuvre progressive de cette obligation.

Article 2

Champ d'application

Les dispositions du présent accord sont applicables, dès le 1^{er} janvier 2014, à toutes les entreprises du secteur agricole du département de la Martinique et à l'ensemble de leurs salariés présents à cette date et futurs.

Elles ne sont pas applicables aux entreprises qui auraient déjà adhéré à une institution membre de l'ARRCO pour les personnels concernés.

Article 3

Adhésion des entreprises

Les entreprises dont l'activité relève du champ défini à l'article 2 adhèrent, à compter du 1^{er} janvier 2014, à l'institution interprofessionnelle de retraites complémentaires de la Martinique (IRCOM) et affilient leurs salariés auprès de cette institution.

Article 4

Application de l'accord du 8 décembre 1961

Dès le 1^{er} janvier 2014, toutes les dispositions de l'accord du 8 décembre 1961, de ses annexes et des délibérations prises pour son application ainsi que les décisions de l'ARRCO sont applicables aux entreprises visées par le présent accord et à leurs salariés, sous réserve, pendant une période transitoire de montée en charge, des niveaux de cotisation et d'acquisition corrélative de droits.

Article 5

Progressivité du taux de cotisation

La montée en charge du taux global des cotisations dues pour le compte des salariés relevant de l'ARRCO se fera de manière progressive sur une période de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2014, selon les calendriers décrits *infra*.

Pour chaque exercice de la période de montée en charge, ce taux est réputé correspondre, à due proportion, à la somme des différents taux de cotisation applicables aux intéressés en vertu de l'accord du 8 décembre 1961 et de ses annexes, soit, à la date de signature du présent accord, pour chacune des tranches 1 et 2, le taux ARRCO obligatoire affecté du pourcentage d'appel et le taux de la cotisation AGFF.

Tranche 1

Le taux global initial, applicable dès le 1^{er} janvier 2014, est fixé à 3 %, correspondant à :

- un taux ARRCO effectif de 2,38 %, soit un taux contractuel de 1,90 % ;
- un taux AGFF de 0,62 %.

Sa montée en charge se fera selon le calendrier suivant :

- 1^{er} janvier 2015 : 3 % ;
- 1^{er} janvier 2016 : 4,50 % ;
- 1^{er} janvier 2017 : 6 % ;
- 1^{er} janvier 2018 : 7,50 % ;
- 1^{er} janvier 2019 : sommes des taux obligatoires en vigueur sur cette tranche.

Tranche 2

Le taux global initial, applicable dès le 1^{er} janvier 2014, est fixé à 7,10 %, correspondant à :

- un taux ARRCO effectif de 6,40 %, soit un taux contractuel de 5,12 % ;
- un taux AGFF de 0,70 %.

Sa montée en charge se fera selon le calendrier suivant :

- 1^{er} janvier 2015 : 7,10 % ;
- 1^{er} janvier 2016 : 10,60 % ;
- 1^{er} janvier 2017 : 14,20 % ;
- 1^{er} janvier 2018 : 17,70 % ;
- 1^{er} janvier 2019 : sommes des taux obligatoires en vigueur sur cette tranche.

Les entreprises visées par le présent accord ont, à chacune des étapes du calendrier, la possibilité d'adopter directement, sur l'ensemble des tranches cotisables, les conditions de cotisation prévues par l'accord du 8 décembre 1961.

Article 6

Acquisition des droits

Les droits acquis au titre des années comprises dans le calendrier de relèvement progressif sont définitivement calculés sur la base du taux contractuel pratiqué par l'entreprise pour chacune des années en cause.

Cette règle est applicable aux droits cotisés comme à ceux inscrits au titre du chômage, de la maladie ou de l'incapacité de travail.

La mise en place de la généralisation prévue par le présent accord n'emporte aucune validation des services passés.

Article 7

Durée

Le présent accord est conclu pour la durée d'application de l'accord du 8 décembre 1961.

Article 8

Procédure d'extension et d'élargissement

Afin d'assurer la généralisation, dans le secteur agricole en Martinique, de la couverture prévue par l'accord du 8 décembre 1961, le présent accord sera transmis au ministère des affaires sociales et de la santé, en vue de son extension et de son élargissement par voie d'arrêté.

Fait à Paris, le 23 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA ;
MEDEF ;
CGPME ;
UPA.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;
FSM CGTM ;
CGTM ;
CFTC ;
CFDT ;
CGT ;
CGT-FO ;
UD FO ;
UGTM.